

RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS FERREUX À ANNABA

Prête-noms et sociétés fictives

*La récupération des déchets ferreux s'est transformée, pour ses animateurs, en véritable Eldorado. Le produit est issu des collectes de ferraille ou des vols de câbles téléphoniques, rails de chemin de fer, couvertures de bouches d'égout.*

L'activité est vouée à une anarchie sans précédent. Elle avait permis à 10 prétendus opérateurs, connus sur la place publique d'Annaba, d'amasser des richesses sans être inquiétés. Révélée en 2002, cette affaire avait mis au jour un préjudice de plusieurs milliards de dinars, de vraies fausses franchises fiscales et de fausses exportations. Nommément cités, les 10 gérants des sociétés de récupération agissaient sous des prête-noms, alors que l'adresse des sociétés en question était fictive.

Actuellement, les animateurs de ce secteur affirment que leur activité de récupération de déchets ferreux est synonyme de mine aurifère. Selon des sources proches des services des douanes et

des impôts, ces animateurs, qui roulent carrosse, n'attachent plus leur vrai chiffre d'affaires annuel.

Ils s'adonneraient également au blanchiment d'argent, en appliquant divers subterfuges, dont des investissements dans le secteur de l'immobilier.

Entre-temps, faute d'investissements dans la transformation, les régions de l'est du pays se vident de déchets ferreux. Ils sont quotidiennement chargés sur des navires à fort tonnage, nombreux à se positionner en rade à proximité du port d'Annaba.

Ces derniers mois, la bataille pour s'arroger le droit de disposer d'un des postes de chargement, ou même des deux existants sur le quai sud, fait rage.

Elle oppose des «ferrailleurs» influents à ceux dits sans envergure.

Chaque jour, un carrousel impressionnant de poids lourds déversant leurs cargaisons est visible. D'où cette impression unanime que l'entreprise chargée de la gestion du port est soumise à un siège en règle. Tous les moyens sont bons pour tenter de bénéficier d'un passe-droit à l'effet de permettre aux navires d'accoster et de charger rapidement. D'autres opérateurs se sont fixés pour objectif de contraindre les responsables du port à leur désigner d'autres postes de chargement des déchets ferreux. Alors que les quartiers et cités à proximité du port sont confrontés à une pollution de leur environnement, les spécialistes de la récupération se frottent les mains après vérification de leurs comptes bancaires en Algérie et à l'étranger. Il y a ceux qui crient au loup,

parce que surpris en infraction. C'est le cas de cette société turque du fer, l'Algéro-Turque du fer (ATF), dont le siège est à Annaba. Son gérant, un étranger, arabe israélien, jouissant de la nationalité française, ne cesse de prétendre être victime «d'une cabale montée de toutes pièces par la mafia du fer». Ce que dément catégoriquement M. Messikh, directeur des impôts de la wilaya d'Annaba. Notamment sur la question fiscale. «Cette société active le plus normalement du monde. A la suite de poursuites judiciaires que nous avons engagées pour une infraction qu'elle a commise, ATF avait été condamnée à payer 1,93 milliard de dinars. Ce qu'a tenté de contester le gérant. Il s'est adressé aux plus hautes institutions judiciaires du pays dont le Conseil d'Etat. Toutes ont confirmé le bien-fondé, dans la forme et dans le fond, de

la condamnation initiale. Maintenant, si ce gérant a eu gain de cause sur le plan pénal, grand bien lui fasse. En ce qui nous concerne, nous avons établi un échéancier de paiement. Il doit le respecter à raison d'un paiement de 20 millions de dinars par an. C'est ce qu'il est en train de faire. Au 31 décembre 2008, il devra apurer sa dette envers le Trésor public algérien.» Hormis cette affaire qui a permis aux impôts d'Annaba de récupérer par voie de justice leurs droits, l'activité est entourée d'un flou juridique. Ce dernier rend difficile la lutte contre l'anarchie généralisée dans la récupération des déchets ferreux. La complicité de certains représentants d'institutions de l'Etat, infiltrées par les ferrailleurs, est largement visible dans ce qui ressemble à un vrai pactole au quotidien. «Il est urgent d'en finir avec le climat délétère de suspicion qui handicape

cette activité», ont estimé des responsables à différents niveaux de l'administration de l'Etat. Entre-temps, la mise à sac se poursuit toujours. Tant et si bien que les délinquants s'y sont mis. En effet, il ne se passe pas un jour sans qu'Algérie Télécom n'ait à enregistrer un vol de plusieurs de ses câbles, l'APC des couvertures de bouches d'égout et regards, la SNTF d'importantes longueurs de rails. Les services de sécurité semblent impuissants face à ce phénomène. «Pourtant, il suffirait de qualifier de receleurs les ferrailleurs qui acquièrent ces produits volés, facilement identifiables, et de les condamner conformément à la loi. Et surtout que certains ne se fassent pas les porte-parole des ferrailleurs», ont affirmé de nombreux citoyens victimes de la coupure de leur numéro de téléphone et internet.

A. Djabali

IRRIGATION DES PÉRIMÈTRES AGRICOLES DES HAUTS-PLATEAUX

Cinq nouveaux barrages seront réalisés à partir de 2009

*«Les appels d'offres relatifs à la réalisation de cinq grands barrages, destinés à couvrir les besoins en irrigation des périmètres agricoles des Hauts-Plateaux, seront lancés incessamment», a indiqué le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, en marge d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs infrastructures relevant de son secteur dans la wilaya de Médéa.*

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Ces nouvelles infrastructures hydrauliques, destinées essentiellement à prendre en charge les besoins en eau du secteur agricole, seront construites à Skikda, M'sila, Laghouat Mascara et Médéa. Cette dernière va bénéficier en priorité d'un barrage dans la région de Beni Slimane. Destiné à la valorisation des terres agricoles de la vallée du même nom, le début de la réalisation de ce barrage est prévu pour l'année prochaine. Actuellement, l'agriculture consomme 65 % des ressources en eau mobilisées du pays. La superficie des périmètres agricoles est passée, quant à elle, de 350 000 ha en 1999 à 815 000 ha. Et le ministre de rassurer que «les prix de l'eau n'augmenteront pas pour les consommateurs finaux». Au cours de la même visite, M. Abdelmalek Sellal s'est rendu sur plusieurs infrastructures réalisées ou en cours. Il a ainsi inspecté le programme de renforce-

ment d'alimentation en eau potable de Oum-Djelil, dans la daïra de Ksar El Boukhari. Celui-ci comprend la réalisation d'une station de traitement monobloc de 30 litres/seconde et une conduite d'adduction de 23 km. Ce projet devra couvrir les besoins de 10 730 habitants et assurera à terme une dotation journalière

de 150 litres par habitant. M. Sellal a, par ailleurs, inspecté le projet de protection de la ville de Ksar El Boukhari contre les crues du Cheliff sur un linéaire de 4 432 mètres pour un montant global de 850 millions de dinars. Par ailleurs, le premier responsable du secteur de l'eau a fait une halte au niveau du projet de système de récupération des eaux pluviales, comprenant cinq réservoirs réalisés grâce à un don chinois. Un système que le ministre a appelé à généraliser à travers tout le territoire national. Il indiquera à ce propos que 102 autres réservoirs sont en cours

de construction, en insistant sur l'importance de maîtriser la gestion de ce type d'installation. D'autres petits barrages implantés à Aziz, Aïn-Boucif, Chellalet-El-Adhaoura, Beni Slimane et Mezghena, destinés à renforcer l'approvisionnement en eau potable de ces localités et à développer l'agriculture dans les régions environnantes, ont été au programme de la sortie du ministre. Des structures censées conférer un nouveau souffle au secteur agricole et améliorer le cadre de vie des citoyens des régions concernées.

L. M.

M. Abdelmalek Sellal : «Nous sortons de l'été avec des barrages remplis à 80 %»

Le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, a une nouvelle fois assuré que l'alimentation en eau potable des grandes villes du pays est en constante amélioration. Citant l'exemple de la capitale, M. Abdelmalek Sellal a soutenu que la dotation quotidienne par habitant est passée de 142 litres à 245 litres, avec un approvisionnement 24h/24 dans 70 % des quartiers d'Alger. Le ministre soulignera au passage la disponibilité de la ressource pour la capitale, en affirmant que «nous sortons de l'été avec des barrages remplis à 80 %». Il s'agit des barrages de Taksebt, Keddara et Bouroumi.

Interpellé sur la ville d'Oran, alimentée à raison de 55 000 m³/j depuis la station de dessalement d'Arzew, à l'arrêt pour des raisons d'entretien, M. Abdelmalek Sellal a indiqué que le déficit a été comblé par les transferts depuis le barrage de Boughrara. La capitale de l'Ouest sera sécurisée par la plus grande station de dessalement du monde et celle de Marsset El Hadjadj, d'une capacité de production de 500 000 m³/jour. Des projets gigantesques visant à réduire les écarts en approvisionnement de différentes régions du pays.

L. M.

PROBLÈME DE VISA POUR LA OMRA

Les Saoudiens «innovent» dans la communication

La représentation diplomatique saoudienne en Algérie «innove» en matière de communication. Pour preuve, elle n'a pas trouvé mieux que de porter son choix sur quelques titres de la presse nationale pour tenter d'expliquer à l'opinion publique algérienne «les dessous» de la problématique soulevée par les agences de voyages pour disposer des visas pour leur clientèle souscrite pour accomplir la omra. En effet, une conférence de presse animée hier par le

premier responsable de la représentation diplomatique saoudienne en Algérie a été limitée à quelques titres, interdisant aux autres de disposer des informations relatives à cette affaire.

Les journalistes ayant fait le déplacement au lieu où se déroulait la conférence ont été interdits d'y rentrer et par voie de conséquence d'y prendre part à cette conférence de presse. Le préposé à la réception leur a fait savoir à ce sujet, que «le choix des médias à y assister à

cette conférence de presse a été assuré par les responsables saoudiens». Ces derniers avec qui nous avons essayé de prendre contact étaient injoignables.

Question : A quelle logique obéit le choix de la représentation diplomatique saoudienne pour permettre à certains journalistes d'assister à la conférence de presse et interdire l'accès à d'autres ?

A. B.

BÉJAÏA

Un trafiquant pris la main dans le sac avec 100 kg de drogue à bord d'un bateau

Les éléments de la douane de Béjaïa ont mis la main, dimanche dernier, sur 100 kg de drogue dissimulés par un passager dans le coffre de son véhicule embarqué dans le bateau de voyageurs, *l'Ile de Beauté* de la SNCM, qui s'apprêtait à faire la traversée Béjaïa-Marseille.

Le trafiquant en question, un binational, âgé d'une trentaine d'années, habitant la ville française de Saint-Etienne, a aménagé une astucieuse cache pour sa marchandise dans le coffre de sa voiture où il a également déposé plusieurs kilogrammes d'oignons pour déjouer la vigilance des chiens renifleurs de la police, selon notre source. Et c'est un chien renifleur qui fera l'importante découverte, précise notre source. Le procureur de la République près la cour de Béjaïa, qui s'est rendu sur les lieux, a aussitôt diligenté une enquête.

Pour rappel, les services de la douane de Béjaïa ont découvert, il y a quelques mois, dans les mêmes circonstances, plus de 180 kg de drogue dans un fourgon, embarqué sur un bateau de voyageurs qu'un autre trafiquant de stupéfiants s'apprêtait à acheminer en France.

Kamel Gaci